

# **PORTRAIT. Lubrizol, réforme des retraites... : Gérald Le Corre, la cheville ouvrière**

Infatigable militant et homme de terrain, le syndicaliste rouennais est apparu devant la France entière comme le visage de la colère suite à la catastrophe Lubrizol. L'émotion à peine retombée, cet inspecteur du travail a pris à bras-le-corps la lutte contre la réforme des retraites. Sans jamais oublier de revêtir sa chasuble rouge de la CGT.

**Thomas DUBOIS**

**PUBLIÉ LE 09/01/2020 À 07:13**

Gérald Le Corre, lors de la manifestation du 5 décembre 2019 contre la réforme des retraites à Rouen. Bien évidemment, ce dernier défilera encore le 9 janvier 2020, en cette nouvelle journée d'action nationale.

Pas certain que l'image lui convienne, mais les expressions françaises sont ce qu'elles sont : pour obtenir un entretien, pas d'autre choix que de se plier à son agenda de ministre. Ces derniers temps, avec la mobilisation contre la réforme des retraites, il y a toujours une distribution de tracts à organiser, un rassemblement interprofessionnel à coordonner, un blocage à tenir, une assemblée générale à animer... Bref, tout ce qui fait le sel – parfois dès les premières lueurs de l'aube – d'un militant CGT convaincu tel que Gérald Le Corre.

Les Rouennais connaissent bien cette silhouette de grand gaillard de 48 ans, généralement aperçue en tête des cortèges. Les Français, eux, ont découvert son visage et ses yeux bleus transparents mardi 2 octobre 2019. Des yeux qui, en l'occurrence, se sont soudainement remplis de larmes devant une forêt de micros et de caméras rassemblés devant le palais de justice de Rouen. Pour lui aussi, la séquence Lubrizol restera à jamais un tournant. « *S'il a pris cette importance à ce moment-là, c'était parce que ses propos entraient en écho avec ce que ressentaient des centaines,*

*voire des milliers de gens », estime Marie-Hélène Duverger. « Ce qu'il dénonce depuis des années devenait soudainement audible et visible », appuie cette figure du syndicat Solidaires à Rouen, amie et camarade de lutte de longue date de Gérard Le Corre.*

## **« Je flippe, je me dis que ce qui fume est forcément cancérrogène »**

Le 2 octobre donc, cinq jours après la catastrophe industrielle, et à quelques heures d'une manifestation qui rassemblera près de 4 000 habitants toujours sous le choc, le délégué CGT donne rendez-vous aux médias, encore très nombreux dans la capitale régionale. Il délivre alors un long réquisitoire à l'égard de Lubrizol, mais aussi de l'État et de la Justice, accusés de mansuétude à l'égard des manquements des industriels. Soudain, l'émotion se fait trop forte. L'espace de quelques secondes, des sanglots interrompent le discours abrasif.

*Aujourd'hui, le Rouennais raconte : l'idée, à l'origine, « c'était d'expliquer à tous ces journalistes, qui ne connaissaient pas forcément la situation ». Jusqu'à ce que le cégétiste songe « aux combats de dingues » menés au côté « des victimes de maladies professionnelles, de cancers... Ces gens que tu accompagnes, et que tu vois parfois mourir. »*

Inspecteur du travail depuis plus de vingt ans, le syndicaliste est un spécialiste du sujet au sein de l'union départementale CGT de Seine-Maritime. *« Je comprends que ça l'ait autant affecté, ce sont des instances dont on ne parle jamais, observe Philippe Lebourg, militant CGT au Havre et ancien membre de la même union départementale. Si la commission "santé au travail" y est une de celles qui fonctionnent le mieux, c'est bien parce qu'elle est portée par Gérard. »*

Or, à l'aube du 26 septembre dernier, alors que les flammes ravagent l'usine située non loin, à vol d'oiseau, de son domicile de la rive gauche rouennaise, *« je flippe, je me dis que ce qui fume est forcément cancérrogène », se remémore Gérard Le Corre. Ce dernier traverse la ville, direction les locaux de la CGT sur les hauteurs de la rive droite. Il doit y animer un stage, mais décide de bousculer le programme pour « discuter collectivement de ce qu'on fait ».*

Vient l'idée d'un premier communiqué de presse rédigé dans la foulée, réclamant « *la transparence complète sur les risques encourus* ». Parallèlement, faute d'interlocuteurs syndicaux au sein même de l'usine chimique rouennaise (où la CGT n'est pas représentée), son principal rédacteur devient l'interlocuteur de presque toutes les rédactions de France et de Navarre (voire au-delà). Dans la foulée, le voilà bombardé à la tête d'un collectif unitaire, tendance contestataire. Une soudaine exposition « *pas si surprenante que cela*, note Marie-Hélène Duverger. *Des personnes capables de dire les choses avec précision, il n'y en avait pas tant que ça sur l'agglo à ce moment-là.* »

Avec précision, mais aussi avec indignation. Avec outrance, diront certains. Plus de trois mois après la catastrophe, Gérard Le Corre maintient ses attaques virulentes à l'égard de l'industriel et des pouvoirs publics, résumées par un slogan devenu mantra dans les rues de Rouen : « *Lubrizol coupable, État complice.* » Si sa radicalité a peut-être eu le défaut d'occulter les inquiétudes sincères d'une frange plus modérée de la population, le discours n'a clairement pas amélioré les relations déjà houleuses entre le militant et la préfecture (sollicitée dans le cadre de cet article, cette dernière n'a pas donné suite).

## **Il snobe la main tendue du président Mitterrand**

Lundi 18 novembre se tenait notamment le troisième Comité pour la transparence et le dialogue, créé par les autorités face à la crise Lubrizol. Interrogé sur l'absence de la CGT autour de la table, le préfet Pierre-André Durand répond : « *Le délégué départemental CGT est invité en permanence. Mais il y a une personne, et c'est assumé, qui ne l'est pas. Elle est dans la vindicte, l'appel à la violence et la diffusion de fausses informations.* » Suivez son regard...

« *Nulle part vous ne trouverez chez moi des insultes ou des propos outrageants*, se défend Gérard Le Corre. *Mais je suis un homme de convictions !* » Capable de débattre sereinement devant la Commission d'enquête sénatoriale, rappelle-t-il au passage. Mais capable aussi de refuser de serrer la main du représentant du préfet, lors d'une brève

rencontre organisée à l'issue d'une énième manifestation post-Lubrizol. Le geste, là encore, est toutefois parfaitement assumé.

Une trentaine d'années auparavant, le cégétiste en devenir snobait déjà la main tendue... du président de la République François Mitterrand. Que l'on approuve ou non, voilà qui pose un tempérament. Surtout pour un adolescent d'à peine 15 ans. Né dans les Hauts-de-Seine en 1971, dans un milieu modeste « *mais pas spécialement de gauche* », le jeune Gérard découvre la fièvre des grèves et des manifestations en classe de seconde à Paris, à la faveur de la mobilisation contre le projet de loi Devaquet (pour la réforme des universités), fin 1986. Le lycéen s'impliquera suffisamment pour se retrouver un jour de l'autre côté des grilles de l'Élysée, où le chef de l'État lui-même, donc, fera l'expérience de cette impertinence qui n'a pas pris une ride. Durant cette période, Gérard Le Corre croisera aussi la route de la militante lycéenne Delphine Batho, qu'il retrouvera en 2013 en tant que ministre de l'Écologie, venue à Rouen lors de l'épisode du mercaptan échappé de... Lubrizol.

« *Élève médiocre* » selon ses propres dires, sorti du lycée sans bac, le futur inspecteur du travail a connu une première vie professionnelle dans l'industrie, notamment comme technicien pour automates. Au milieu des années 90, le voilà recruté chez Alstom (à l'époque avec un « h ») à Nanterre. « *La CGT n'arrivait pas à recruter chez les techniciens* », constate-t-il. Gérard Le Corre répond à l'appel de la centrale de Montreuil. Les restructurations opérées au sein du groupe français, à la fin de la décennie, lui donnent l'occasion de démontrer son sens de l'engagement : occupation d'usine, direction séquestrée...

## **De l'usine à la Sorbonne**

Parallèlement, au contact de l'avocat parisien **Pierre Bouaziz**, qui défend son comité d'entreprise, le syndicaliste fraîchement encarté se découvre un intérêt pour le droit. Et développe cette double facette toujours à l'œuvre aujourd'hui : d'un côté homme d'action dans la plus pure tradition contestataire de la CGT, de l'autre « *gros bosseur, qui maîtrise parfaitement ses dossiers* », dicit Philippe Lebourg.

*« Il a compris que le combat syndical et le combat juridique ne devaient pas s'opposer, mais qu'au contraire l'un n'était pas très utile sans l'autre »,* témoigne quant à lui Pierre Bouaziz. Voilà comment Gérard Le Corre s'est retrouvé un jour sur les bancs de la Sorbonne, déterminé à suivre en alternance – *« 60 % dans la boîte, 40 % à la fac »* – une formation en droit du travail et sociologie économique. Il en ressort avec une licence, puis décide, en 2001, installé entre-temps à Rouen, de passer le concours d'inspecteur du travail *« par curiosité »*. À sa grande surprise, il est reçu.

Après avoir *« fait du contrôle dans les entreprises jusqu'en 2015 »*, il travaille aujourd'hui *« dans un service qui traite des recours sur toute la Normandie »*. Un job qu'il ne lâcherait pour rien au monde au profit d'un poste de permanent syndical. *« Pour être un bon représentant, tu dois être au milieu des travailleurs. »* Et si *« l'existence détermine la conscience »*, lâche le Rouennais d'adoption en paraphrasant Marx, mieux vaut que celle-ci ne soit *« pas trop longtemps détachée du monde réel »*.

C'est par déconnexion de son appareil que la CGT a *« loupé le virage des Gilets jaunes »*, analyse d'ailleurs Gérard Le Corre. *« Il suffisait d'aller sur le terrain pour se rendre compte que ce mouvement venait sociologiquement de la classe ouvrière. »* En revanche, depuis le 5 décembre et le début de la lutte contre la réforme des retraites, *« la confédération fait le boulot »*, se félicite-t-il. Lui multiplie les initiatives militantes quotidiennes, en compagnie de tous les opposants qui souhaitent s'y associer. *« On ne perd pas son âme à rassembler des forces diverses. Mon objectif, ce n'est pas de multiplier les cartes à la CGT, mais de remporter des batailles contre le gouvernement. »*

La marque d'un *« vrai syndicaliste »* aux yeux de Me Bouaziz : à savoir *« quelqu'un qui ne roule pas pour lui, mais pour l'intérêt général »*. Tout cela n'est évidemment qu'affaire de point de vue. Mais personne ne pourra reprocher à Gérard Le Corre de ne pas défendre le sien avec sincérité. Quitte à s'imposer un véritable agenda de ministre... En attendant meilleure comparaison.

**[En dates]**

*1971 : naissance dans les Hauts-de-Seine*

*novembre-décembre 1986 : manifestations contre le projet de loi Devaquet*

*2001 : devient inspecteur du travail à Rouen après plusieurs années chez Alstom, durant lesquelles il est entré à la CGT*

*26 septembre 2019 : incendie de Lubrizol*

*9 janvier 2020 : nouvelle journée de manifestations contre la réforme des retraites.*

## **Thomas Dubois**

Journaliste, service reportage Rouen

[t.dubois@paris-normandie.fr](mailto:t.dubois@paris-normandie.fr)